

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 6 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 25 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PICKLING SYSTEMS
130 rue des Fougères
Parc d'Activité Communautaire
57450 Henriville

Références : HENRIVILLE_PICKLING-SYSTEMS_2025-01-06_RAPVI_JPBM_00682
Code AIOT : 0003013935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 octobre 2024 dans l'établissement PICKLING SYSTEMS implanté 130 rue des Fougères Parc d'Activité Communautaire 57450 Henriville. L'inspection a été annoncée le 14 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale 2.2.1. "Rétention et confinement des eaux d'extinctions".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICKLING SYSTEMS
- 130 rue des Fougères Parc d'Activité Communautaire 57450 Henriville
- Code AIOT : 0003013935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Pickling Systems est installée à Henriville depuis 2020. Elle emploie 12 personnes, travaillant en heures ouvrables du lundi matin au vendredi midi.

La société Pickling Systems est notamment autorisée par l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2020-207 du 16 décembre 2020 à exploiter une installation de préparation, stockage et distribution de produits chimiques et d'installation destinées à la décontamination, au décapage et à la passivation des aciers inoxydables et métaux non ferreux.

Elle est notamment soumise aux arrêtés ministériels du 13 juillet 1998 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737, et du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 Rétention
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dimensionnem	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	ent des rétentions	04/10/2010, article 25-I		
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020 , article 5.4.3.2 (partiel)	Sans objet
5	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître deux points nécessitant :

- une mesure corrective pour des rétentions insuffisantes ou absentes dans le hall des bases ;
- un complément d'information sur la compatibilité entre les différents acides stockés sur une même rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et Arrêté Préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020, article 9.4.1 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Article 25-I de l' Arrêté Ministériel du 04/10/2010 Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Article 9.4.1 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020

[...]

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'Homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir des eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site est séparé en deux halls. Le premier contient les bases, des éléments en polymères et des bidons vides, et le second surtout les acides.

Les bidons de bases dans le premier hall sont placés sur une rétention. Pour autant, deux conteneurs GRV d'une contenance unitaire de 1000 l sont posés chacun sur une rétention trop petite selon l'observation de l'inspection.

Par ailleurs, deux bidons remplis sont posés sans aucune rétention sur une étagère au-dessus des deux conteneurs GRV.

L'inspection demande donc à l'exploitant de corriger ces non-conformités (ajout de rétention ou suppression des contenants concernés) et de transmettre à l'inspection les justificatifs afférents.

Concernant le hall des acides, le dossier de demande d'autorisation indique que "l'ensemble de cette surface sera revêtu de résine antiacide et placé sur rétention d'un volume total d'environ 30 m³". Ainsi, le hall des acides constitue donc la rétention des acides en cas de déversement accidentel. L'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020 prescrit la conformité au dossier, mais également aux textes en vigueur.

L'inspection relève sur site l'existence de cette rétention dans des dimensions cohérentes avec celles indiquées dans le dossier d'autorisation.

Par ailleurs, dans le hall des acides, une armoire contient d'autres produits non acides. Chaque étagère est équipée de rétentions de contenance appropriée selon les observations de l'inspection.

Par ailleurs, les phases de chargement/déchargement se produisant à l'intérieur du hall « acide », les éventuels déversements de liquide tombent sur le sol étanche du hall.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel)

Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

Prescription contrôlée :

[...]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu [...] pouvant être recueillis. [...] Il veille

<p>également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions examinées dans le hall des bases lors de la visite sont vides et en bon état. Concernant le hall des acides, le sol et son revêtement sont en bon état sans aucune fissure observée. Les rétentions de l'armoire contenant des produits non acide sont vides et en bon état également.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les différents produits ne sont pas installés sur la même rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les bases sont uniquement situées dans le hall des bases ; • Les acides sont uniquement placés dans le hall des acides ; • Les autres produits non acides du hall des acides sont tous regroupés dans une seule armoire avec des rétentions distinctes entre eux et avec les acides. <p>L'inspection a constaté par sondage que le hall des acides ne contient que des acides, que l'armoire des autres produits ne rassemble pas des produits incompatibles sur la même rétention, et que les bases sont toutes situées dans le hall des bases. Pour autant l'inspection relève qu'en cas de mélange d'un acide faible avec un acide fort, l'acide faible se comporte comme une base.</p> <p>Aussi l'inspection demande à l'exploitant de démontrer de l'absence d'incompatibilité entre les différents acides stockés au regard de leurs propriétés chimiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020 , article 5.4.3.2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un bassin de rétention de 200 m³ de récupération des eaux d'extinction incendie muni d'une chambre à vanne est mis en place à l'arrière du bâtiment côté Ouest du site pour confiner l'effluent.</p>

<p>En cas d'incendie de la moitié du hall de production et de stockage utilisée pour les activités, la mise en rétention de celui-ci permet de confiner directement dans le bâtiment les eaux d'extinction incendie mélangées aux produits chimiques stockés dans le hall. Cette rétention de 30 m³ est raccordée au bassin de rétention précité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le respect de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis (partiel) et Arrêté Préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020 , article 5.4.3.2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 26 bis de l'Arrêté Ministériel du 04/10/2010 Bassin de confinement des eaux incendie. Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de dispositif de confinement externe : - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. [...]</p> <p>Article 5.4.3.2 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020 [...] Un aménagement spécifique autour de la zone de stockage de GRV vides dans la moitié sud de hall permet de diriger les eaux d'extinction incendie de cette zone vers le bassin de rétention précité. En cas de sinistre, un système d'obturation des regards du parking non reliés au décanteur-séparateur à hydrocarbures est mis en place. [...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie à l'arrière du bâtiment, vide. L'exploitant indique que le bassin mesure 10 m de largeur, 40 m de long et 1 m de profondeur, dimensions observées par l'inspection soit 400 m³. L'exploitant a également expliqué que l'écoulement des eaux d'extinction incendie du bâtiment vers ce bassin est gravitaire. L'évacuation vers le réseau d'eau pluviale communal est contrôlée par trois vannes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la première vanne isole complètement le bassin ; • les eaux pluviales du toit rejoignent le réseau entre la première vanne et la seconde, possiblement avec les eaux du bassin ; • les eaux résiduelles du parking arrivent dans le réseau entre la seconde et la troisième vanne. <p>L'ensemble des eaux sont collectées par gravité. Le décanteur-déshuileur est positionné en fin de réseau, avant que celui-ci atteigne celui des eaux pluviales communal.</p> <p>L'inspection a pu accéder à la vanne d'isolement du bassin et relève que les trois vannes sont visibles, facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant montre à l'inspection une procédure de mise en fonctionnement des réseaux de collecte et des systèmes de confinement. Cette procédure concerne le bassin de confinement extérieur ainsi que les trois vannes. L'entretien du bassin de rétention et la vérification des vannes est réalisé chaque année. L'inspection a ainsi noté que les dernières vérifications ont été effectuées le 24 septembre 2024, 18 et 19 juillet 2023, 24 octobre 2022, 16 juin 2021.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a donné à l'inspection l'état de ses stocks au 24 octobre 2024. Un registre indique ainsi la quantité présente pour chaque produit. L'inspection observe que la quantité de produit de l'inventaire est en cohérence avec la quantité de produits effectivement présente dans les deux halls.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs que l'inventaire est réalisé une fois par semaine ou une fois tous les 10 jours. L'inspection a ainsi observé la date de ses derniers inventaires : 24 octobre 2024, 18 octobre 2024, 10 octobre 2024.</p> <p>L'exploitant a également présenté à l'inspection les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits présents. Elles sont d'ailleurs également disponibles sur le site commercial de la société, à destination des clients.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et Arrêté Préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020, article 9.2.3 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Article 59 de l'Arrêté Ministériel du 04/10/2010 [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...] Article 9.2.3 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation DCAT/BEPE/N°2020-207 du 16 décembre 2020 L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté ses consignes de sécurité à l'inspection liées aux pertes de confinement, ainsi que la procédure à suivre en cas d'incendie. Afin de palier aux déversements accidentels, un chariot à roulette avec le matériel adéquat et les consignes associées est à la disposition des employés. Concernant le risque incendie, l'exploitant indique que l'installation dispose d'extincteurs répartis sur l'ensemble des installations. Ils sont vérifiés deux fois par an. Ainsi, les dernières vérifications datent d'avril 2024, novembre 2023, avril 2023. Par sondage, l'inspection a vérifié que le dernier contrôle date effectivement d'avril 2024.
Type de suites proposées : Sans suite